

législatives et municipales démontre non seulement la réouverture des espaces politiques locaux mais un regain de confiance au sein de la population locale et de la communauté internationale à investir pour que la société salvadorienne puisse prendre son propre développement en main.

Depuis la signature des accords de paix de 1992, la majeure partie des projets internationaux qui y ont eu cours ont fini par avoir un impact social important, notamment en matière d'éducation et de la réhabilitation des principales infrastructures sociales (tel que l'eau). L'intérêt manifesté par le secteur privé canadien s'est concentré dans l'aide et la consultation à l'intérieur de domaines tel que l'ingénierie civile, la distribution des matières énergétiques, le traitement des eaux et le secteur bancaire (implication de la Banque de Nouvelle-Écosse). La majorité des compagnies canadiennes eurent pour objectif d'établir des « joint ventures » avec des compagnies locales aidant du coup au raffermissement du tissu économique national.

Prenons le cas d'une firme de services qui travaille au Salvador à développer les capacités locales dans le cadre d'un programme à ambitions régionales. Bien que vastes, les objectifs d'une firme de consultation tel que CRC SOGEMA pourraient s'inscrire à l'intérieur du cadre de la consolidation de la paix. Selon son programme, « CRC SOGEMA croit en la nécessité de renforcer les capacités endogènes de tous les pays pour assurer un développement maîtrisé, équitable et durable de leurs ressources humaines et naturelles et ce en vue de contribuer à l'émergence d'un monde plus stable et pacifique ». Ainsi, un de ses objectifs principaux vise le développement durable via l'appropriation par les dirigeants locaux des responsabilités dévolues initialement à des experts étrangers grâce au transfert des connaissances et méthodes de travail.

Le Programme d'appui aux initiatives régionales (PAR) d'Amérique centrale fut créé par CRC SOGEMA en vue « d'appuyer la modernisation économique des pays de la région par la voie d'une approche de développement durable et équitable, et par des moyens de coopération accrus. Son but est de créer un climat propice à la collaboration entre les pays d'Amérique centrale dans leur tentatives de trouver des solutions permanentes à leurs problèmes communs de développement social et économique, et ce, aux niveau national (Costa Rica, El Salvador, Honduras, Guatemala,